

Direction des Services Techniques
GB/HC/RN

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° ST 259-2020

**Chantier sur la voie publique
portant restriction à la circulation et au stationnement
Avenue du Président Vincent Auriol – Avenue du Maréchal Juin –
Avenue de Provence – Avenue Lou Mistraou – Avenue des Ilaires –
Avenue des Commandos d’Afrique – Rue Auguste Renoir – Avenue des
Martyrs de la Résistance – Avenue de la 1^{ère} DFL – Avenue André Gide**

Le Maire de la Commune du Lavandou

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions, modifiée et complétée par la loi N°82-623 du 12 juillet 1982 et le loi N°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu la demande en date du 30/10/2020 par laquelle **la société CIRCET France – 142 Route de Fréjus – 83490 LE MUY** ainsi que les sous-traitants **la société Mas Terrassement – 8 Place Jean Mermoz – L’Ecrin Bât B – 83120 STE MAXIME** et **la société F2t – 13 Rue des Muriers – 75008 PARIS**, sollicitent l’autorisation de travailler sur le domaine public communal sis Avenue du Président Vincent Auriol – Avenue du Maréchal Juin – Avenue de Provence – Avenue Lou Mistraou – Avenue des Ilaires – Avenue des Commandos d’Afrique – Rue Auguste Renoir – Avenue des Martyrs de la Résistance – Avenue de la 1^{ère} DFL – Avenue André Gide,

Considérant que des travaux de tirage de câble, raccordement et pose d’armoires de rue pour installation de la fibre, nécessitent des restrictions à la circulation et au stationnement,

ARRETE

Article 1 : En raison des travaux cités ci-dessus, des restrictions seront apportées à la circulation et au stationnement : **Avenue du Président Vincent Auriol – Avenue du Maréchal Juin – Avenue de Provence – Avenue Lou Mistraou – Avenue des Ilaires – Avenue des Commandos d’Afrique – Rue Auguste Renoir – Avenue des Martyrs de la Résistance – Avenue de la 1^{ère} DFL – Avenue André Gide.**

Article 2 : Ces restrictions prendront effet du **Mercredi 18 Novembre 2020 au Vendredi 18 décembre 2020, inclus.**

Article 3 : La signalisation temporaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8^{ème} partie). Elle sera mise et maintenue en place par l'entrepreneur qui sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir de fait du chantier. La circulation sera alternée par panneaux K 10 ou feux tricolores KR11j ou KR11v, lorsque les travaux le nécessiteront.

Article 4 : A l'expiration de l'autorisation ou en cas de révocation, le permissionnaire est tenu de libérer la voie publique et de restituer l'emplacement dans son état d'origine.

Article 5 : Les usagers de la voirie sont tenus de respecter la signalisation provisoire mise en place.

Article 6 : Les véhicules en infraction qui ne respecteront pas la signalisation prévue à l'article 3 et les véhicules qui perturberont le bon déroulement des travaux, seront enlevés et mis en fourrière, aux frais du contrevenant.

Article 7 : Un recours pourra être déposé contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Toulon sis 5, rue Racine, BP40510 – 83041 TOULON Cédex 9 – ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 8 : Messieurs Le Directeur Général des Services, Le Directeur des Services Techniques, Le Chef de la Police Municipale, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-Les-Mimosas, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la société CIRCET France.

Fait au Lavandou, le 10 novembre 2020

YLB

Le Maire
Gil Bernardi



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification

Notification faite à la société CIRCET France par mail

En date du